

La voix de l'opposition de gauche

Le 19 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Quelques réflexions politiques.

1- La lutte des classes est une lutte à mort, vous ne trouvez pas étrange qu'on ait eu tendance à l'oublier ?

2- Comment se fait-il qu'une manifestation parisienne contre la politique de Macron qui se déroule un samedi ne mobilise que 10.000 travailleurs, soit moins de 1% en comptant uniquement les adultes ? Où sont donc passés la classe ouvrière et les étudiants, les classes moyennes, le mouvement ouvrier ? A croire qu'ils sont mieux encadrés qu'en province et bénéficient de plus de distractions pour en oublier leur propre sort. Quand se décideront-ils à passer à l'action, que faut-il, plus de morts et de blessés parmi les manifestants à Paris et en province, d'handicapés à vie, plus de travailleurs embastillés ou accusés injustement ?

Honte aux militants, aux cadres et aux dirigeants qui suivent les événements tranquillement assis au chaud devant leurs écrans et qui se permettent de juger les victimes de la répression policière, et de donner des leçons aux autres militants ou aux travailleurs !

3- Je n'ai jamais fait la promotion des gilets jaunes, vous êtes témoin. J'ai même mis 5 jours avant de rendre compte de leur première mobilisation. Non seulement je ne les ai calomniés, mais depuis je n'ai cessé de les soutenir, même si j'estime que l'issue de la crise révolutionnaire ouverte ne peut passer que par les Assemblées populaires incluant le mouvement ouvrier décidant de préparer l'insurrection pour chasser Macron et abattre le régime.

J'ai lu dans un article sur lequel je n'arrive pas à remettre la main, qu'au départ ce mouvement des gilets jaunes était de tendance fasciste ou d'extrême droite, et qu'à peine avait-il démarré qu'il avait été submergé par les masses populaires qui avaient mis en avant leurs propres revendications sociales, salaire, retraite, etc. pendant que les discours racistes ou xénophobes devenaient ultra minoritaires et leurs auteurs expulsés des ronds-points où les travailleurs se rassemblaient.

Il n'en fallut pas davantage pour que les médias les présentent comme des rouge-brun, formule chère à l'idéologie de l'extrême centre dont se revendique Macron et le clan de l'oligarchie qui l'a porté au pouvoir. Les dirigeants du mouvement ouvrier furent tentés de leur emboîter le pas, mais quand ils virent la réaction de la base, très vite ils se ravisèrent à l'exception de quelques irréductibles parmi les plus sclérosés pour ne pas dire pire, qui osent se réclamer du trotskysme, ce qui n'engage qu'un, mais on ne comprend toujours pas comment des militants peuvent s'en accommoder.

Il était d'autant plus facile d'éviter cette interprétation scabreuse ou malintentionnée que l'extrême droite ne s'est pas remise de son échec électoral de 2017, elle a même éclaté, elle n'était donc pas en mesure de mobiliser des centaines de milliers de partisans le 17 novembre. De la même manière que Mélenchon n'est jamais parvenu à mobiliser les 9 millions d'électeurs qui avaient pour lui, ni même les centaines de milliers d'adhérents de LFI qui sont plus hypothétiques que réels, cela vaut évidemment dans un autre registre pour Macron et ceux de LREM, la petite souris ne fait des miracles que le temps d'un clic... ou clique ! On peut même prévoir qu'ils vont tous perdre des millions de voix lors des élections européennes, en prenant en compte le taux d'abstention de la présidentielle et non des européennes qui est traditionnellement beaucoup plus élevé, plus du double, à ce jour RN (ex-FN) donné à 20% par les instituts de sondages perdrait plus de 3 millions de voix.

En attendant, ce sont de simples travailleurs qui ont fait le boulot à la place de ces dirigeants faillis et cyniques donneurs de leçons, qui plus est dans les pires conditions et au péril de leur vie ou de leur mode de vie, et le plus extraordinaire c'est que la plupart à l'issue de cette expérience parfois dramatique sont plus déterminés que jamais à continuer le combat contre le régime. Raison de plus pour saluer leur courage exemplaire au lieu de les assimiler à des fachos, quelle honte ! Au passage, on notera que leur détermination ne s'est pas forgée du jour au lendemain ou ne datait pas de la veille du 17 novembre 2018, c'est quelques choses qui a mûri et qui était déjà parvenu à maturité depuis des années et des années, sans que ce soit des cas isolés. Car depuis des décennies ou même toujours des millions de travailleurs ne supportent plus leur condition ou la trouvent profondément injuste ou encore ne sont pas satisfaits du mode de vie que leur impose la société soumise au joug du capitaliste. Ils n'étaient pas plus résignés qu'aujourd'hui à la subir, toujours est-il que personne n'a su leur proposer un discours dans lequel ils auraient pu se reconnaître. C'est d'ailleurs ce qu'ils affirment eux-mêmes en tournant le dos au mouvement ouvrier qui les a littéralement abandonnés ou trahis, ce qui devrait interpeller chaque militant ouvrier, même quand on a toujours eu l'impression d'être resté fidèle à ses engagements politiques, l'errance en politique cela existe aussi, surtout avec de tels dirigeants qui n'ont rien fait pour les aider à élever leur niveau de conscience politique, à les former au marxisme et au socialisme.

Je ne vais pas revenir sur ma propre expérience, toujours est-il que si je suis parvenu à progresser, c'est uniquement parce que j'ai réussi à rompre avec le conditionnement politique dont j'avais fait l'objet durant mes courtes années de militantisme et qui s'était traduit par un épouvantable dogmatisme, véritable obstacle à toute progression et sclérose garantie à terme, qui devait se traduire par des errements entre opportunisme et gauchisme, maladie dont je ne suis peut-être pas totalement guéri, car il est très difficile de se débarrasser de cette plaie.

La manière de procéder la plus efficace ne fut pas difficile à trouver. Au lieu de se dire qu'on avait été victime d'un lavage de cerveau et qu'il fallait tout balancer, j'ai préféré vérifier chaque interprétation que j'avais adoptée, puisqu'à l'époque j'avais été incapable de les élaborer par moi-même, un peu comme si on vérifiait le contenu d'un manuel scolaire d'histoire ou d'économie, ce qui allait se traduire par l'émergence de centaines et centaines de questions auxquelles il allait falloir trouver des réponses, qui pour certaines devaient être correctes ou correspondre absolument à la réalité, et pour d'autres se contenter d'être cohérentes et sérieuses quand elles étaient sujettes à une certaine dose d'interprétation ou de subjectivité. On en vient à examiner le rôle et la fonction précise de chaque facteur, dont certains ont été sous-évalués ou surévalués ou encore complètement occultés, ce qui nous amène à revoir certains rapports et aboutit à une toute autre interprétation de pans entiers de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme. Cela revient si vous voulez à évaluer après coup une théorie ou une stratégie, à partir des faits et de leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement produits, les conclusions qu'on en tire est une autre affaire, elles peuvent être justes ou erronées, comme toute analyse quand on ne s'en tient pas strictement à la réalité.

Tenez, récemment j'ai évoqué l'extrême-centre à propos de The Economist et Macron, la caractérisation politique du néoconservatisme ou néolibéralisme. J'ai découvert cette caractérisation en lisant un article publié par un blog extérieur au mouvement ouvrier. Vous serez d'accord avec moi que cette caractérisation politique est de la première importance au regard du rôle que remplit cette idéologie depuis de nombreuses années, en réalité depuis bien plus longtemps.

Bien qu'ayant lu des centaines ou des milliers d'articles depuis 2001 sur Internet dans les différents portails des formations politiques qui se réclament de l'avant-garde du mouvement ouvrier, jamais elle ne fut mentionnée. J'ai découvert hier que l'Humanité y avait consacré plusieurs articles au cours des dernières années. De mon côté, j'en étais arrivé à la conclusion que l'idéologie néolibérale ou de Macron devait être caractérisée d'extrême droite, qu'elle était pire ou plus dangereuse encore, donc finalement sur la base des faits je suis parvenu à caractériser correctement le centrisme ou l'extrême-centre, ce qui démontre que ma méthode était valable ou que j'ai atteint un niveau politique qui me permet d'analyser la situation en toute indépendance, ce qui n'exclut pas les erreurs évidemment. D'où proviennent ces erreurs ? Pour l'essentiel, d'un manque d'informations précises et de temps pour réfléchir en étant totalement isolé et en vivant à 10.000 kms de la France depuis plus de 22 ans.

Parfois, je ne suis pas très fixé sur certaines notions ou concepts ou je n'y prête pas trop d'attention, par exemple il m'est arrivé de confondre agitation et propagande, j'ai reproché à nos dirigeants de ne faire que de la propagande, alors qu'en réalité c'était de l'agitation qu'il s'agissait, peu importe, chacun avait compris qu'ils ne faisaient rien pour populariser le socialisme, d'ailleurs je l'avais mentionné. Je ne suis pas un intellectuel à la base, je suis un ouvrier, je n'ai pas dans mon cerveau des petites boîtes qu'il suffirait d'ouvrir

pour en sortir les informations ou les connaissances bien rangées et prêtes à l'emploi, je ne dispose pas de cette facilité, qui du reste n'est pas infaillible, car c'est l'emploi qu'on en fait qui est l'essentiel, c'est ainsi que je comble cette lacune, à l'aide du pragmatisme ouvrier.

On reviendra sur l'extrême-centrisme dans une prochaine causerie, parce que cela a un lien direct avec la stratégie et le régime totalitaire que l'oligarchie est résolue à nous imposer dans le cadre de la gouvernance mondiale. Cela a également un lien avec le tournant idéologique adopté par une partie de la social-démocratie, et qui finira par l'emporter au sein du PS, du PSOE, du PASEK, etc., ce lien remonte aux milieux des années 70, après que le candidat du centre ou de l'UDF eut été élu président de la République en France, Valérie Giscard d'Estaing, les conditions n'étant pas encore réunies et manquant de temps pour opposer au sein de PS un candidat acquis à l'extrême-centre, et c'est à ce moment que seront mise en scène les BHL, Bernard Kouchner et Harlem Désir, mais aussi Rocard et Delors, plus tard Hollande et Valls et bien d'autres dirigeants du PS, qui en deviendront tous de farouches idéologues ainsi que de l'UE, dont l'orientation mérite la même caractérisation politique totalitaire. Tous préparèrent le terrain à l'avènement de Macron et de LREM qui devaient en être le point culminant ou l'achèvement, donc ce facteur ne date pas de 2016.

Question, pourquoi l'avons-nous ignoré ou sous-estimé si longtemps ? Pourquoi nos dirigeants n'ont-ils rien vu venir, je ne parle pas de leurs discours ou ils ont pu tout dire et son contraire, je parle en pratique, pourquoi dès le début des années 70 n'ont-ils pas modifié leurs rapports avec le PS, leur stratégie ? L'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing en 74 fut la réponse de l'oligarchie à la crise économique et politique mondiale de la fin des années 60, sauf qu'ils ont été incapables d'en tirer les enseignements politiques qui s'imposaient. En conséquence le prolétariat britannique écopera de Thatcher et le prolétariat américain de Reagan...

Je pense qu'il faut reprendre cette analyse en la situant dans le contexte économique de cette époque pour comprendre comment l'oligarchie allait finir par imposer cette idéologie dans chaque pays en Europe, notamment en se servant de l'UE, le bastion de l'oligarchie à abattre. Si cela prit autant de temps, c'est parce qu'il fallait finir de pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, tâche qui reviendra au PS et au PCF principalement, qui une fois pour ainsi dire totalement gangrené, corrompu, discrédité, serait neutralisé, réduit à l'impuissance pour résister à l'offensive de l'extrême-centrisme contre la classe ouvrière et les classes moyennes, forme politique du néolibéralisme, au contenu extrémiste dans la mesure où elle était destinée à ne satisfaire que les besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme.

Autant vous dire que je n'ai jamais lu ce type d'analyses quand je militais à la fin des années 70 et au début des années 80, ni par la suite. A suivre.

L'extrême-centrisme, c'est la caractérisation politique de l'idéologie totalitaire de l'oligarchie.

L'extrême-centrisme, c'est le régime totalitaire de l'oligarchie, des banquiers, du 10 thermidor de l'An II (28 juillet 1794), date de l'exécution de Robespierre et ses partisans à l'élection de Macron en mai 2018 en passant par le 18 brumaire de l'An VIII (9 novembre 1799), le coup d'Etat de Bonaparte.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes (Mis à part l'extrême droite) par David Adler 1 Juin 2018

David Adler est un chercheur en sciences politiques.

Mes recherches suggèrent qu'en Europe et en Amérique du Nord, les centristes sont les moins favorables à la démocratie, les moins attachés à ses institutions et les plus favorables à l'autoritarisme.

J'ai examiné les données de la plus récente Enquête Mondiale des Valeurs (World Values Survey, 2010 à 2014) et European Values Survey (2008), deux études parmi les plus exhaustives concernant l'opinion publique, menées dans plus de 100 pays. L'enquête demande aux personnes interrogées de se placer sur un spectre allant de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par le centre. J'ai ensuite pointé le soutien porté par chaque groupe aux principales institutions démocratiques.

Les centristes sont les plus sceptiques envers la démocratie

Les personnes interrogées se plaçant au centre du spectre politique sont les moins favorables à la démocratie, selon plusieurs critères d'évaluation, faisant référence à la démocratie comme « meilleur système politique », ou à la politique de façon plus générale. Dans tous les cas, les personnes au centre ont les opinions les plus critiques sur la démocratie.

Les centristes ont le moins tendance à soutenir la tenue d'élections libres et justes

Certaines des données les plus frappantes reflètent le point de vue des personnes interrogées sur les élections. Le taux de soutien à des élections « libres et équitables » chute chez les centristes, dans chaque pays de l'échantillon. L'amplitude de l'écart chez les centristes est frappante. Dans le cas des États-Unis, moins de la moitié des personnes au centre considèrent les élections comme essentielles.

Les centristes ont moins tendance à soutenir les institutions libérales

Bien sûr, le concept de « soutien à la démocratie » est quelque peu abstrait et les personnes interrogées peuvent interpréter la question de différentes façons. Qu'en est-il du soutien aux droits civils, si essentiel au maintien de l'ordre démocratique libéral ? Dans presque tous les cas, le soutien aux droits civils diminue au centre. Aux États-Unis, seulement 25% des centristes s'accordent à dire que les droits civils sont une caractéristique essentielle de la démocratie.

Les centristes sont les plus grands soutiens de l'autoritarisme (Mis à part l'extrême droite)

L'un des signes avant-coureurs les plus forts d'un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n'est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J'ai trouvé, cependant, des preuves d'un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie ? L'un des signes avant-coureurs les plus forts d'un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n'est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J'ai trouvé, cependant, des preuves d'un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

En Europe et en Amérique du Nord, le soutien à la démocratie est en déclin. Pour expliquer cette tendance, la sagesse conventionnelle pointe vers les extrêmes politiques. À la fois l'extrême gauche et l'extrême droite sont, selon ce point de vue, prêtes à contourner les institutions démocratiques pour parvenir à un changement radical. Les modérés, au contraire, sont censés défendre la démocratie libérale, ses principes et ses institutions.

Les chiffres indiquent que ce n'est pas le cas. Alors que les démocraties occidentales tombent dans le dysfonctionnement, aucun groupe n'est à l'abri de l'attrait de l'autoritarisme – et encore moins les centristes, qui semblent préférer un gouvernement fort et efficace à une politique démocratique désordonnée.

Dans le monde en développement, les hommes forts ont trouvé un soutien au centre : du Brésil et de l'Argentine à Singapour et l'Indonésie, les modérés de la classe moyenne ont encouragé les transitions autoritaires pour obtenir la stabilité et assurer la croissance. La même chose pourrait-elle se produire dans les démocraties établies comme celles de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis ?

En complément. Vous avez dit les pires ennemis de la démocratie.

- "Destination Eurovision": le plateau investi en direct par des opposants à la tenue de l'émission en Israël - Le HuffPost 20 janvier 2019

Boycott de l'Etat sioniste !

L'importation d'esclaves est "une opportunité et non une charge"

Étude sur l'impact économique des migrants en Europe : "Les flux migratoires sont une opportunité et non une charge" - franceinfo 19.01

LVOG - Une opportunité pour qui ? Une charge pour qui ? Une opportunité pour les exploités, une charge pour les exploités.

Selon une étude du CNRS, les migrants ne sont pas une charge économique pour l'Europe. L'augmentation du flux de migrants permanent produit même des effets positifs. C'est ce que démontre Ekrame Boubtane, économiste, maître de conférence à l'Université Clermont Auvergne, co-auteur de l'étude sur l'impact positif de la migration sur l'économie européenne.

Les flux migratoires sont une source de main d'oeuvre flexible et mobile. (Ce que rejette à raison les travailleurs en France. - LVOG) L'Allemagne comme la France ont toujours eu un discours plutôt rationnel et un peu dépassionné de la question migratoire. Je pense à une initiative intéressante en Bretagne où le secteur agroalimentaire avait des difficultés pour pourvoir une centaine de postes. Le pôle emploi local n'a pas trouvé les travailleurs compétents pour ces tâches-là. Le Conseil régional Bretagne et Pôle Emploi ont donc investi dans la formation de migrants, principalement des Afghans qui venaient d'avoir la protection de l'Ofpra [Office français de protection des réfugiés et apatrides]. Ils les ont formés, et notamment à la maîtrise de la langue, pour pourvoir ces postes.

LVOG - Ce qu'on raconte ici, c'est que des négriers des temps modernes préféraient produire moins plutôt que de proposer des salaires et des conditions de travail décentes, parce qu'automatiquement c'est l'ensemble de l'échelle des salaires qu'ils auraient dû revoir à la hausse, s'ils avaient dû rémunérer davantage des emplois non qualifiés, de la même manière qu'Amazon préfère détruire trois millions de produits invendus...

Ils utilisent bien l'immigration illégale qu'ils ont encouragée uniquement à des fins mercantiles.

Franceinfo - Les flux migratoires peuvent donc être une chance pour les économies européennes ?

C'est ce que démontrent tous les travaux de recherches scientifiques.

LVOG - Quelle chance, quelle aubaine pour les capitalistes ou les patrons !

On oublie souvent que les migrants - en proportion de la population - permettent de réduire les dépenses de retraite donc ils permettent de les financer. Généralement on se focalise sur les dépenses et on ne regarde pas ce qui se passe du côté des recettes, alors que du côté des recettes on établit clairement que les migrants contribuent aussi aux recettes des administrations publiques et donc, finalement, on a une implication des flux migratoires sur le solde budgétaire des administrations publiques qui est positif et clairement identifié dans les données. franceinfo 19.01

Ils osent tout ou ils font preuve d'un cynisme sans borne. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que même les chômeurs cotisent aux caisses de retraite quand ils perçoivent des allocations chômage, de plus ces migrants qui disposent d'un emploi déclaré payé au smic représentent moins de 1% des cotisants, à côté la fraude fiscale des nantis se chiffre chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros, mais là comme dirait Macron à propos de l'ISF notamment, c'est "une opportunité et non une charge" car c'est pour conserver des emplois destinés aux esclaves des temps modernes.

Ce qui décidément ne passe pas et ne passera jamais.

Parmi les exclus ou les démunis "il y en a qui déconnent", des propos qui font écho à des déclarations antérieures sur le «pognon de dingue» des minima sociaux, les chômeurs auxquels il suffit de «traverser la rue» pour trouver du travail, ou encore les gens qui «ne sont rien».

- 30 000 euros par mois : Jacques Toubon «ne comprend pas que ça choque» - LeParisien.fr 17 janvier 2019

« Je touche un salaire qui est fixé dans le budget, qui a été fixé en 2011 (...) et d'autres parts depuis 2006 je touche une pension de fonctionnaire, de parlementaire et une pension de conseiller de Paris pendant 25 ans. Je ne comprends pas que ça choque, car ce que je fais c'est un travail à temps plein, rémunéré conformément aux règles », a déclaré Jacques Toubon. LeParisien.fr 17 janvier 2019

Acte X du samedi 19 janvier 2019

- Vers un "acte X" des gilets jaunes aux couleurs des victimes du mouvement? - Le HuffPost 18 janvier 2019

Seront-ils un million à Paris? Sans doute pas, mais leurs initiatives pourraient bien faire parler. Lancé il y a quelques heures sur Facebook, là où est née et perdure la fronde, un événement consacré à l'Acte X des gilets jaunes prévoit de rendre hommage en largeur aux victimes de la mobilisation, qu'elles aient été blessées par des forces de l'ordre où tuées dans un accident de la route consécutif à une action du mouvement.

Pour cela, les organisateurs de la manifestation demandent à ceux qui entendent y participer d'amener des bougies, photos et autres fleurs pour afficher leur soutien aux familles de "ceux qui se sont sacrifiés et ont perdu la vie pour [leur] cause".

Seulement, comme toujours lorsqu'il s'agit de prévoir une journée de mobilisation, les gilets jaunes seront en ordre dispersé ce samedi 19 janvier.

Au total, une petite dizaine d'"événements" Facebook créés spécialement pour l'occasion recueillent au moins 1000 personnes "intéressées" chacun. Si les mots d'ordre et les lieux de rassemblement divergent, beaucoup s'accordent au moins pour regagner la capitale en ce dixième samedi de mobilisation, sorte de journée anniversaire du mouvement. Un rassemblement baptisé "De retour à Paris!" est d'ailleurs particulièrement populaire au sein de ces communautés virtuelles.

Mais au jeu du "likomètre", c'est l'initiative de la page "Mai 68 - Novembre 2018" baptisée "Acte 10 Les Gilets Jaunes Triompheront" qui remporte le plus de succès sur les réseaux sociaux. 27.000 personnes ont déjà manifesté leur intérêt tandis que près de 4000 personnes ont prévu de descendre dans les rues. Pas question toutefois d'en dire plus sur l'organisation de la journée. La description de l'événement est un condensé des principales revendications des contestataires. À savoir: le RIC, le retour de l'ISF, le Smic à 1300 euros net ou encore, inévitablement, la démission d'Emmanuel Macron.

Une autre page baptisée "Acte 10: Fini l'échauffement" connaît également son petit succès auprès des gilets jaunes. Dans la description de l'événement, l'organisateur n'hésite pas à avancer que cette journée de mobilisation signera "la fin de ce gouvernement".

Aucun de ces événements ne mentionnent un quelconque hommage aux citoyens morts ou blessés durant ces derniers mois. Une petite désunion qui pourrait avoir raison de l'effet de foule voulu par les organisateurs de l'action baptisée "le million à Paris". Si jamais un tel scénario se produit, les protestataires pourront compter sur le 26 janvier prochain pour saluer la mémoire de leurs compagnons. Une "Marche Blanche pour les blessés et disparus Gilets Jaunes" devrait parcourir les rues de Paris. Le HuffPost 18 janvier 2019

Ils osent tout. "Malgré les efforts de l'exécutif" ... pour enfumer et réprimer les travailleurs mobilisés, mais ce ne prend plus.

- Mobilisation stable des "gilets jaunes" : "C'est le statut quo, malgré les efforts de l'exécutif" - Franceinfo 19.01

"C'est assez statique en termes de mobilisation et de soutien", analyse le politologue Jérôme Sainte-Marie, après une nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" partout en France samedi. Franceinfo 19.01

Le monarque et sa cour se sont adressés à leurs sujets, et malgré tout ils ne veulent rien entendre, c'est désolant ! On comprend, on comprend votre angoisse, pourvu qu'elle se transforme en cauchemar.

Ils peinent à contenir leur désarroi.

- Les "gilets jaunes" restent mobilisés après le lancement du débat national - AFP 20 janvier 2019

Les "gilets jaunes" sont restés mobilisés samedi partout en France après le lancement par Emmanuel Macron d'un débat national censé canaliser deux mois de colère sociale, lors d'une dixième journée d'action marquée par une participation record à Toulouse et des heurts dans plusieurs villes.

Le ministère de l'Intérieur a recensé 84.000 manifestants en France, comme samedi dernier. Ce chiffre est chaque semaine contesté par les manifestants et certains ont mis en place leur propre système de comptage baptisé "le nombre jaune", au résultat plus élevé.

A Lille, Pierre, retraité, résumait: "Ce qui est proposé n'est pas acceptable pour l'instant, le gouvernement semble ne pas comprendre ce que demandent les "gilets jaunes", c'est surprenant... Il noie le poisson avec des concertations, mais on n'y croit absolument pas". La mobilisation a atteint un record à Toulouse, avec 10.000 manifestants selon la préfecture, loin devant la capitale (7.000) et Bordeaux (4.000), selon les autorités.

A Bordeaux, des heurts ont éclaté dans le centre-ville à la tombée de la nuit, une ville où 200 "individus radicaux" ont été recensés, selon une source policière.

Des journalistes de l'AFP ont vu de très jeunes hommes casqués, masqués, en tenue de camouflage, utiliser disques et marteaux pour déterrer et transporter des pavés, se relayant pour les amener face aux forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. La gendarmerie a déployé ses blindés à roues et les manifestants commençaient à se disperser vers 18H30.

Ailleurs, les manifestations ont parfois été émaillées d'échauffourées ou ont dégénéré lors de leur dispersion comme à Nancy, Angers, Toulon ou Rennes.

A Toulon, des affrontements ont ainsi éclaté aux abords du stade Mayol, où le RC Toulon affrontait les Écossais d'Edimbourg en coupe d'Europe de rugby. Quatre personnes ont été interpellées et un manifestant blessé à l'œil par un lanceur de balles de défense.

A Angers, où des barricades ont été érigées, la préfecture a fait état d'une tentative d'incendie contre la Banque de France et des dégradations sur le chantier du tramway.

Pour la première fois depuis le début du mouvement social, la manifestation parisienne s'est, elle, déroulée sans débordements et avec un parcours pré-établi.

Les slogans "Macron démission" ou "Tes hauts et débats, on n'en veut pas, Macron dégage" ont donné le ton, affichant le scepticisme général vis à vis du grand débat national lancé cette semaine par le chef de l'Etat.

"Je veux juste plus de démocratie", "Macron, ton compte est bon", "RIC!" ont répondu les pancartes dans les rues.

Dans la capitale comme en région, la colère était toujours intacte face à la violence policière, dénoncée ses derniers jours, et à l'injustice sociale. Depuis le début du mouvement le 17 novembre, plus de 1.800 "gilets jaunes" ont été blessés, selon une source policière samedi soir.

"Stop aux massacres" affichait une pancarte à Dijon ; "Castaner le boucher, France mutilée", a crié la foule à Toulouse, visant le ministre de l'Intérieur qui a défendu vendredi l'utilisation par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense controversé LBD.

"Bienvenue en lacrymocratie", pouvait-on lire à Tours. A Dijon, une cinquantaine de "gilets jaunes" ont brièvement pénétré dans le périmètre de la prison pour demander la "libération de leurs camarades" arrêtés lors de précédentes mobilisations.

En fin de journée, Christophe Castaner a salué dans un tweet "l'action des forces de l'ordre à nouveau mobilisées partout en France" et a condamné "sans réserve des dégradations commises à Rennes, Bordeaux, Toulouse... et des violences à nouveau perpétrées contre des journalistes".

Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées en France, selon les préfetures: 42 à Paris (dont 36 gardes à vue selon le parquet à l'AFP), 49 à Bordeaux, 24 à Toulouse où les façades de l'hôtel de ville ont été taguées et des vitrines d'agences bancaires détériorées.

La mobilisation doit se poursuivre dimanche dans plusieurs villes. Des femmes "gilets jaunes" appellent à une manifestation à Paris, inspiré par l'événement pacifique qu'elles avaient déjà organisé le 6 janvier. AFP 20 janvier 2019

A Toulouse, le "ras le bol" a nourri une mobilisation record - AFP 20 janvier 2019

"Pourquoi on est de plus en plus nombreux ? Parce qu'on en a ras le bol": pour Brown, 32 ans, le record de mobilisation des "gilets jaunes" battu samedi à Toulouse, avec un pic d'au moins 10.000 manifestants, n'a rien d'étonnant, car "le peuple se réveille".

"On en a plein le cul, ras le bol des taxes", martèle ce Toulousain qui a inscrit sur le dos de son gilet jaune une phrase du rappeur engagé Kery James: "Le peuple se réveille, vous allez prendre cher".

"On demande à vivre, avoir de quoi acheter à manger du 1er au 30 du mois", autant de revendications restées pour lui et le groupe qui l'accompagne en suspens, alors que le gouvernement cherche une sortie de crise via le grand débat lancé cette semaine.

Replié près de la Garonne, échappant ainsi au nuage de gaz lacrymogènes planant sur le centre historique après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, Alexandre est aussi là pour le "peuple", pour qu'il "retrouve le pouvoir".

"A Toulouse, plus ça va, plus il y a de monde parce qu'on se motive les uns les autres pour obtenir la démission de Macron et du gouvernement", affirme ce trentenaire, casque de scooter sur la tête "pour ne pas être défiguré" par les tirs de grenades des forces de l'ordre.

- "Prête à recommencer" -

Avant que la manifestation ne dégénère en heurts et actes de vandalisme, notamment contre deux banques, faisant rapidement fuir une partie de la foule, les violences policières ont alimenté nombre de slogans: "Castaner le boucher, France mutilée", ou "Police partout, justice nulle part".

Une trentaine de manifestants se sont aussi allongés sur la place centrale du Capitole, au son d'une chanson appelant à la non-violence, tandis que d'autres se sont interposés à plusieurs reprises pour éloigner des casseurs, chiffrés à quelque 500 par la préfecture.

Pour le rendez-vous, les "gilets jaunes" avaient appelé à un grand rassemblement régional, selon le maire LR de Toulouse Jean-Luc Moudenc, qui avait une nouvelle fois demandé "un renforcement des effectifs des forces de l'ordre". Un renforcement pour faire face à des manifestations devenues à ses yeux "le prétexte à des dégradations et à un mouvement extrêmement inquiétant dont le but est de renverser la République et de bousculer le système économique et social".

Sur les réseaux sociaux, des appels avaient circulé pour un afflux battant en nombre les précédentes manifestations. Outre la CGT, le parti communiste a aussi grossi les rangs des manifestants, selon sa fédération départementale.

Mais pour Laetitia, lunettes de plongée remontées sur le front, l'enjeu était ailleurs. Avec "trois personnes à charge" pour un salaire de 1.400 euros net, elle est venue "pour montrer que ça ne suffit pas qu'ils annoncent le grand débat".

"Moi j'ai fait huit manif et je suis prête à recommencer tant que je n'aurai pas de quoi nourrir mes enfants", dit cette Toulousaine employée dans la restauration.

Sur leur page Facebook, des "gilets jaunes" toulousains appelaient déjà samedi soir à un acte 11, la semaine prochaine.

"La douleur, la pauvreté, la misère, étaient là, elles explosent et ça tombe sur Macron. A lui de prouver que ce débat, c'est chiche", analyse Stéphane, 33 ans, qui travaille dans l'aéronautique.

S'il en est à sa "quatrième manif, pour montrer sa solidarité avec ce mouvement", il entend, lui, participer au grand débat.

Mais il redoute "qu'il ne dure trop longtemps" et "se méfie un peu" de nouvelles revendications "ressemblant à s'y méprendre, parfois, au programme des extrêmes de droite ou de gauche".

"On dirait que c'est un chaos cette situation, comme un mur qui s'effondre, peut-être faut-il attendre qu'il s'effondre totalement pour reconstruire quelque chose", s'interroge-t-il. AFP 20 janvier 2019

- Gilets jaunes : à Bordeaux, une mobilisation toujours à vif - Liberation.fr 20 janvier 2019

Commencée dans le calme, la manifestation s'est tendue aux abords de l'hôtel de ville, avant d'être dispersée par les CRS dans des nuages de gaz lacrymogènes.

A sa hampe, ce chauffeur routier a accroché une large pancarte. On peut y lire «Olivier, marié, 3 enfants et pompier volontaire». Le nom de la victime du tir de LBD et de la grenade assourdissante est inscrit sur de nombreux panneaux. «Lorsque Castaner nous dit qu'il n'y a pas de violence policière, excusez-moi, mais ça me fait bien rire», affirme Daniel. Les déclarations du ministre de l'Intérieur résonnent encore dans les têtes de nombreuses personnes croisées. Sur le chemin, on retrouve de nombreux slogans et affiches contre la BAC, la brigade anticriminalité, soupçonnée d'être responsable du tir de LBD contre le pompier volontaire lors du rassemblement du 12 janvier.

Malgré la pluie, le nombre des gilets jaunes ne cesse de grossir. Arrivé place Pey-Berland, le défilé s'arrête. Le gros de la foule reste bloqué dans une rue. Masqués et cagoulés, de nombreux Black Blocs sortent alors des rangs et se dirigent vers la mairie, gardée par les CRS. Organisés et mobiles, les petits groupes allument des feux de poubelles, tandis que d'autres s'attaquent aux palissades de chantier qui protègent la tour Pey-Berland.

Quelques gilets jaunes sont montés sur le toit de l'entrée du parking souterrain et guettent l'avancée des CRS. «On est complètement pris en étau», constate désespéré un retraité venu de Dax. Malgré la cohue, Hélène, militante à Lutte ouvrière continue de distribuer ses tracts. Imperturbable. «On viendra tous les week-ends, jusqu'à ce que Macron daigne nous entendre, soutient-elle. On s'appelle "Lutte ouvrière", pas "causerie ouvrière". Alors il va falloir se battre.» Plusieurs fronts se forment, l'un près de la mairie, l'autre dans les rues piétonnes du centre : jets de pavés contre LBD, les affrontements de la fin d'après-midi sont violents.

Dans un déluge de grenades lacrymogènes, la place Pey-Berland qui comprenait plusieurs milliers de personnes se vide très rapidement. Face aux canons à eau, le cortège est forcé de reculer. Sous les applaudissements, Philippe Poutou s'éloigne des échauffourées. Il rejoint un petit groupe d'ouvriers de l'usine Ford de Blanquefort. Un des leurs tient dans sa main une balle de LBD. «Les gaz lacrymos ça va encore, c'est quand ils tirent au "Flash-Ball" que ça devient dangereux», déclare l'ouvrier syndicaliste et ancien candidat à la présidentielle. Sur la place, les CRS procèdent à des interpellations sous les lazzis des gilets jaunes obligés de fuir. Ce samedi, 49 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre.

Alors que la nuit tombe, le gros de la manifestation s'est dispersé. Cours Pasteur et cours Victor-Hugo, des feux sporadiques sont allumés. Devant les voies du tramway, des casseurs, armés de marteaux et de pieds de biche, s'en prennent aux vitrines des banques non protégées. Face à cela, de nombreux gilets jaunes aident les garçons de café à ranger leur terrasse pendant que les commerçants se dépêchent de baisser leur rideau de fer. Les petits groupes restants se dirigent vers la place de la Bourse. Une centaine de gilets jaunes et de jeunes se rassemblent sur le miroir d'eau, là où la journée avait commencé. De leur enceinte portative jaillit la voix de Bob Marley : «Get up stand up, stand up for your rights», reprennent en chœur les manifestants. Liberation.fr 20 janvier 2019

- A Nantes, gilets jaunes et antifas défilent côte à côte - Liberation.fr 19 janvier 2019

A Nantes, les gilets jaunes qui n'ont pu rejoindre la manifestation régionale du mouvement à Angers (Maine-et-Loire) ont été contraints de faire cause commune avec une manifestation d'antifas mobilisés contre un spectacle de Dieudonné. Un mélange hétéroclite de plusieurs centaines de personnes s'est ainsi élané vers 13h45 de la place du Bouffay, une place piétonne de l'hypercentre de Nantes : à 13h54, résonne le premier «Macron démission», et à 14h07 le premier «La police mutilé, la police assassine», quand le cortège passe devant son premier cordon de forces de l'ordre.

«Nous on n'a rien à voir avec eux, on les trouve très intolérants», peste Gilbert, un fonctionnaire de 56 ans, qui se tient bien à distance des antifas. L'un d'eux a ainsi demandé à sa collègue Dalila, 52 ans, de plier son drapeau tricolore et son bonnet phrygien. Elle les a finalement gardés, tout au long du parcours. «C'est trop connoté... Ça peut être mal interprété», explique Stéphane, 50 ans, dont le fils est en tête du cortège des antifas.

Un «hyper-émotif», «comme beaucoup de manifestants», surtout depuis qu'il a fait son stage chez ATD Quart-Monde. «Il a vu la misère des gens, la réalité des gens... Ça m'a beaucoup secoué», explique son père. Ce quinquagénaire des Herbiers (Vendée), lui, veut démissionner de l'hôpital où il travaille comme aide-soignant de nuit depuis quinze ans. «Dégoûté» par le manque de moyens du système hospitalier, il réfléchit à se lancer «dans la permaculture». Mais il redoute de «ne pas avoir les moyens» de mener son idée à terme : la pension alimentaire qu'il verse à son ex-femme, pour leurs trois enfants, lui coûte cher.

Dalila, elle, n'a «pas capté tout de suite» le problème posé aux antifas par son drapeau et son bonnet rouge : elle y voit d'abord «un symbole de liberté». La fonctionnaire est ainsi venue militer «pour le RIC» et «pour qu'ils nous enlèvent toutes ces maudites taxes de partout». Même si elle n'est pas imposable, en raison de son salaire à 1 400 euros, cette mère de famille veut donc «défendre (son) pognon mais aussi les gens qui sont dans la galère».

La manifestation, qui s'était jusqu'alors déroulée plutôt tranquillement, a finalement dégénéré en fin de journée. Après un premier tour du centre-ville, le cortège avait dû rebrousser chemin au niveau de la préfecture après de premiers tirs de gaz lacrymogènes. Un manifestant a été «blessé à la tête par un tir de lacrymo alors que la situation était calme», a ainsi rapporté sur Twitter le photographe Jérémie Lusseau, image à l'appui. Selon la préfecture de Loire-Atlantique, la mobilisation a attiré entre 800 et 900 personnes et huit manifestants y ont été interpellés. Liberation.fr 19 janvier 2019

Exercice de démagogie. La haine du peuple par les élites. Des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"?

- La défiance envers les élites exige une défiance réciproque envers le peuple - Le HuffPost 17 janvier 2019

Vincent Lamkin, président d'Opinion Valley, co-fondateur du cabinet Confluence.

S'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée qui serait la référence du vrai et du bien.

Le dernier baromètre du Cevipof, réalisé par l'institut OpinionWay, révèle ce qui ne sera une surprise pour personne: la défiance envers les élites se durcit dans l'opinion publique française. Comprenons: l'exécutif politique, les parlementaires, les médias, les syndicats, les partis politiques, les dirigeants des grandes entreprises...

Mais s'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée ou d'un peuple magnifié qui serait la référence du vrai et du bien, sauf à tomber dans le pire des populismes.

Y-a-t-il plus d'intégrité ici ou là? Ne trouve-t-on pas, certes à des échelles différentes, des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"? Le HuffPost 17 janvier 2019

"Dans chaque "camp", c'est à ce genre d'arguments qu'on reconnaît les idéologues de l'extrême-centrisme. L'amalgame peuple et élites, mouvement ouvrier et médias, les institutions de la Ve République ou encore les "dirigeants des grandes entreprises", rouge-brun, etc.

A quoi doit servir le "grand débat national" ? A "tourner la page de deux mois de crise".

- "Macron (...) mise sur la grande concertation nationale qui se terminera le 15 mars pour tourner la page de deux mois de crise" - Reuters 19.01

- Grand débat : Macron, le long chemin de la reconquête - LeParisien.fr

Mais encore ?

- Macron prévient qu'il ne répondra pas à toutes les demandes - Reuters

- Pour le maire (LR) de Toulouse, la poursuite des manifestations de "gilets jaunes" est un "réflexe anti-démocratique" - AFP

Quand il n'est plus possible de gouverner comme avant, c'est le signe que la crise politique va prendre une tournure révolutionnaire ou totalitaire.

- Débats versus Gilets jaunes - LeParisien.fr 19.01

"Ce débat doit avoir pour vocation de recréer par la délibération cette part de consensus dont nous avons besoin"

Il a estimé qu'il n'était plus possible pour le monde politique de "décider comme avant, sans aller chercher de la délibération et de consensus". LeParisien.fr 19.01

Pour le moment l'issue est incertaine, reste à savoir si la majorité des masses vont rallier les couches du prolétariat et des classes moyennes qui ont commencé à se soulever, et si elles vont trouver la voie de l'organisation pour se fixer comme objectif d'abattre la Ve République pour s'emparer du pouvoir politique...

Le roi et sa cour débattent entre eux.

Quelque 360 débats, à partir de samedi, sont actuellement référencés sur la plateforme, a précisé M. Lecornu: 40% organisés par des élus locaux, des collectivités territoriales, 40% par des citoyens et 20% par des associations. AFP 19 janvier 2019

Applaudi debout à l'issue d'un nouveau débat-marathon de plus de six heures, Emmanuel Macron n'a toutefois pas convaincu tout le monde à Souillac, où il a rencontré ce vendredi 600 maires d'Occitanie. Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement à Souillac dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

"À quoi a-t-on assisté? À un soi-disant débat. Le président Macron a eu l'audace de dire que c'était un débat sans filtre. Or il n'y a eu que des filtres", a déploré l' élu dans une vidéo mise en ligne sur un blog.

"Aucun citoyen présent, des barrages à plus de 10 kilomètres, des contrôles d'identité dans tous les sens... [...] Qui présidait le débat? Un ministre [Sébastien Lecornu, NDLR]. [...] Qui choisissait les intervenants par département? Les préfets du département. Vous imaginez un débat présidé par un ministre avec les préfets qui choisissent ceux qui doivent intervenir?", a détaillé René Revol, accablant, à quelques exceptions près, des maires "cireurs de pompes" n'ayant pas fait remonter les demandes des gilets jaunes et du peuple. Le HuffPost 19.01

Christian Venries, maire de Saint-Cirgues et président de l'association des maires ruraux du Lot a commencé son intervention en plaisantant sur le fait qu'il venait de Saint-Cirgues et pas de Saint-Cyr, Christian Venries a annoncé la couleur: "Je ne suis pas titulaire d'un master option langue de bois et je n'ai pas l'intention de le passer". Avant de prononcer un sévère réquisitoire contre le président et ses prédécesseurs.

Ce grand débat, est-ce "une opération de com", une mascarade, de l'enfumage?", s'est-il interrogé, en fustigeant les "lois complètement déconnectées", qui sont "pondues dans les bureaux parisiens".

"J'espère que vous n'êtes pas dans la posture du 'dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer'". "Il faut arrêter de jeter en pâture les plus faibles", a-t-il notamment lancé au chef de l'Etat, qui prenait des notes, assis au premier rang.

Pendant 13 minutes, Christian Venries a vivement critiqué les postures d'Emmanuel Macron, lui reprochant aussi certaines de ses expressions qui ont fait polémique, comme celle sur les "fainéants". Le HuffPost 19.01

Cela ne dépasse pas le niveau de l'indignation qui ne coûte rien noyé dans une nuée d'interventions de courtisans.

"Il fallait trouver une cinquantaine de maires en 24 heures", déplore auprès du Midi Libre l'association des maires de l'Hérault qui dit n'en avoir trouvé qu'une vingtaine. Idem dans le Gard, ajoute le quotidien local. Le HuffPost 18 janvier 2019

Messieurs René Revol et Christian Venries ont été invités pour garnir la salle..

Etat de siège.

- Macron à Souillac pour la suite du grand débat, une visite sous tension - Le HuffPost 18 janvier 2019

Manifestations interdites, centre bouclé, marché annulé... La localité de Souillac (Lot) est placée sous haute surveillance ce vendredi 18 janvier pour accueillir Emmanuel Macron venu rencontrer 600 maires d'Occitanie dans le cadre du débat national lancé par l'exécutif. Ce bourg de 3750 habitants en plein cœur du Quercy doit se réveiller sous un dispositif important de sécurité, "à l'échelle d'un déplacement présidentiel" a indiqué la préfecture du Lot.

Pour entrer dans la ville, les habitants doivent présenter aux forces de l'ordre carte d'identité et justificatif de domicile et, pour les commerçants, leur affiliation au registre du commerce.

Un arrêté préfectoral interdit "toute manifestation, notamment dans le cadre du mouvement dit des gilets jaunes", de 8 heures à 23 heures. En l'absence dans l'immédiat d'appels à la mobilisation de ce mouvement, la CGT avec des associations, dont ATTAC, ou des partis politiques - France Insoumise, Parti de Gauche, PC - a fixé un rendez-vous en fin de matinée au lieu-dit "Les cuisines", proche de Souillac. "Notre objectif: pouvoir manifester et faire part de nos revendications", portant sur "un revenu minimum décent, le développement des services publics en milieu rural, une fiscalité plus juste", a indiqué à l'AFP Jérôme Delmas, secrétaire départemental de la CGT du Lot.

Dans la matinée, une cinquantaine de "Gilets jaunes" ont réussi à pénétrer dans la ville mais ont été repoussés par les forces de l'ordre qui ont procédé à au moins une interpellation après quelques heurts. Les manifestants ont été cantonnés sur une petite place du centre-ville.

Des manifestants venus de l'Aveyron ont déroulé la banderole "Manu arrête tes macroneries, tu ne vas pas réussir à nous endormir avec ton Grand débat" tout en scandant "Macron démission" et en chantant La Marseillaise.

Le matin, des heurts ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre, qui les ont repoussés, parfois à coups de matraque, et procédé à deux interpellations, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 18 janvier et Reuters 19.01

Circulez, il n'y a rien à voir:

- Des gilets jaunes ont forcé l'entrée d'un débat avec le patron de LREM - Le HuffPost 19 janvier 2019

Ce vendredi 19 janvier, le délégué général de La République En Marche (LREM) Stanislas Guérini participait à son premier grand débat à Besançon. Un rendez-vous qui a failli mal tourner lorsqu'une cinquantaine de gilets jaunes ont forcé l'entrée de la salle avant de s'en prendre vertement au patron du parti présidentiel.

Alors que le lieu s'était rapidement rempli, empêchant de faire entrer plus de participants, les gilets jaunes affirmaient avoir été interdits de réunion, les organisateurs prétextant que les contestataires avaient refusé la fouille de leurs sacs, selon les témoignages recueillis par France-Bleu Besançon.

Finalement, les gilets jaunes ont choisi de passer en force, avant d'adresser leurs reproches au patron de LREM dans un climat de tension. "Il y a une colère et vous n'ouvrez même pas la porte à la classe ouvrière, aux gens qui se battent et qui travaillent tous les jours!", a crié au micro l'un des contestataires sous les applaudissements de ses camarades. Le HuffPost 19 janvier 2019

Ils n'ont pas compris que c'était la réaction qui était conviée à ce "grand débat" en présence du délégué général de LREM... Qu'avaient-ils à se dire ? Rien.

Les "gilets jaunes" s'organisent sur le long terme.

- Une application "gilets jaunes" disponible - Le HuffPost 19 janvier 2019

Le mouvement des gilets jaunes investit encore un peu plus le champ numérique. Vendredi 18 janvier, Priscillia Ludosky, l'une des figures de cette révolte née sur les réseaux sociaux, a annoncé sur la page Facebook "La France En Colère" (source de tensions avec Éric Drouet) le lancement d'une application baptisée "GJ-France".

Une "surprise" disponible uniquement sur Android, en attendant que la version iOS sorte "sous peu", promet la militante. Cette initiative a par ailleurs ravi Maxime Nicolle, alias Fly Rider, qui a appelé les gilets jaunes à s'en emparer dans une courte vidéo.

"Cette application est conçue PAR des bénévoles gilets jaunes et POUR des gilets jaunes. Elle va devenir votre compagnon idéal lors de tous les rassemblements", promet la description de cette appli, qui est censée remplir plusieurs missions: le recensement des militants "actifs sur le terrain", le comptage des "soutiens" du mouvement ainsi qu'un suivi des chiffres de la mobilisation.

À en croire ses concepteurs, ce n'est qu'un début. Dans ses "fonctionnalités à venir", l'application promet la mise en place d'outils permettant aux gilets jaunes de trouver des solutions d'hébergement et de covoiturage les jours de manifestations, ainsi que des "solutions en cas d'urgence sur un événement". Autre promesse, la création d'un cahier de doléances "avec un système de vote". Le HuffPost 19 janvier 2019

"Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution".

- Mélenchon veut poursuivre la fronde des «gilets jaunes» - Le Figaro 18.01

Lors de ses vœux à Marseille, le leader des Insoumis s'en est pris directement à Emmanuel Macron et à son grand débat.

«Ceux qui écoutent Macron depuis deux heures peuvent s'interrompre s'ils veulent entendre une autre musique. Nous voyons 600 personnes, nos élus locaux, des braves gens, en écharpe. Au milieu, un type qui répond aux questions. Et tout autour, 1200 policiers. Je récuse le fondamental de ce qu'a dit le président de la République. Il ne changerait pas de cap? C'est le problème! Ça ne sert à rien de bavarder si c'est pour ne rien changer.»

Le leader des Insoumis passe ensuite à la fronde des «gilets jaunes»: «Vous aviez cru effacer de la France le souvenir du Front Populaire, des jours heureux, de la Résistance, le souvenir de 1968 et de 1981. Mais voici qu'arrive le mouvement des "gilets jaunes". Je vous appelle, Insoumises et Insoumis, à être sur les ronds-points, à porter des "gilets jaunes", en respectant l'autonomie d'action du mouvement. Merci les "gilets jaunes"!» Avant d'élargir son propos à la défiance des électeurs vis-à-vis des politiques: «Si les gens veulent des référendums d'initiative citoyenne, c'est parce qu'ils n'ont plus confiance dans ceux qui gouvernent et qu'ils veulent prendre eux-mêmes les décisions. Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution.» Le Figaro 18.01

En complément.

Mélenchon - "Ce qui serait décisif, me semble-t-il, ce serait que les confédérations syndicales appellent aux mobilisations du samedi avec les gilets jaunes" Le HuffPost 18 janvier 2019

Pas certain. Personne n'a besoin de cet appel pour se mobiliser, pas un travailleur en France n'ignore la situation à présent. S'ils ne se mobilisent pas, il faut en chercher la cause ailleurs... Je ne vais pas me répéter pour la énième fois !

Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Macron où le ferment de la guerre civile.

- «On n'a jamais entendu Emmanuel Macron dire que les riches déconnent» - Libération 18.01

Florent Guéguen, directeur général d'une fédération qui regroupe les associations de lutte contre la pauvreté, déplore des propos qui montent les Français les uns contre les autres.

Quelle est votre réaction après cette déclaration du chef de l'Etat qui pointe les gens en difficulté «qui déconnent» ?

Les 8,8 millions de personnes touchées par la pauvreté dans notre pays, ce qui fait quand même 14 % de la population, se trouvent une nouvelle fois pointées du doigt. Au-delà de l'aspect blessant du propos, cette déclaration du président de la République traduit une vision politique – réaffirmée à plusieurs reprises – selon laquelle les pauvres seraient responsables de leur sort. En creux, il laisse entendre que les démunis se complaisent dans leur situation, ne font aucun effort pour s'en sortir. Comme si la pauvreté était un choix, une sinécure.

La déclaration du président de la République est totalement déconnectée de la vie quotidienne des personnes en difficulté. L'immense majorité d'entre elles se bougent pour s'en sortir et rament au jour le jour pour tenir le coup avec des ressources extrêmement limitées. Mais elles se heurtent à de nombreux obstacles : pénurie d'emplois disponibles, problèmes de formation et de qualification qui ne se résolvent pas en quelques semaines d'apprentissages. Sans compter les problèmes liés à la santé, à la mobilité ou à des configurations familiales complexes. Je rappelle aussi que le nombre d'emplois aidés dont l'objectif est de favoriser l'entrée dans l'emploi des personnes en difficulté a été considérablement réduit.

La déclaration de Gasny sème la discorde et la division. On monte les moins pauvres contre les très pauvres. Et les actifs contre les gens qui sont au chômage, en sachant que la plupart des chômeurs d'aujourd'hui travaillaient hier. Ils ont eu la malchance de perdre leur emploi, souvent parce qu'il y a eu un plan social dans leur entreprise ou parce que leur entreprise a carrément mis la clé sous la porte.

Les pauvres sont-ils irresponsables comme le laisse entendre sa déclaration ?

Quand on touche 550 euros de RSA, et qu'il faut vivre tout le mois avec cette somme modique, on développe une stratégie de survie qui amène à gérer son budget au plus juste. A l'euro près. Les dépenses ciblent à l'extrême l'indispensable : le logement et l'alimentation. Il n'y a aucune marge. Les responsables politiques qui vont déclarer sur les plateaux télé que les démunis gèrent mal leur argent méconnaissent totalement la vie quotidienne des pauvres et l'expertise qu'ils ont acquise pour vivre avec très peu. Ce dont nous serions bien incapables. Libération 18.01

- Face aux gilets jaunes, le pouvoir exécutif ne respecte pas l'Etat de droit - Le HuffPost 19.01

Sophia Salmeron-Albert, avocate au barreau d'Avignon

Je suis active au sein du mouvement des Gilets Jaunes depuis le début du mouvement et actuellement administratrice ce jour de "Gilets Jaunes of the World" sur Facebook.

Le jour de mon intervention à Avignon Nord, je venais de prendre mes congés de fin d'années (c'était mon premier jour).

Je me suis connectée sur Facebook et comme je suis adhérente sur "Gilets Jaunes Avignon Nord", j'ai vu le live où les gendarmes démontaient la cabane édifée par les GJ sur un terrain privé.

J'ai immédiatement compris que l'ordre reçu par les gendarmes était manifestement illégal.

Me trouvant à 5 minutes du site, sans réfléchir, j'ai immédiatement pris mon véhicule pour m'y rendre afin de solliciter des forces de l'ordre, soit une plainte de Monsieur le Procureur (au cas où le propriétaire aurait porté plainte), soit un arrêté préfectoral ou communal ou tout au moins une mise en demeure indiquant les motifs de cette expulsion, afin que les GJ puissent contester cette décision par devant le Tribunal administratif de Nîmes le cas échéant.

Il y a de nombreuses situations identiques sur le territoire actuellement (Orange, et Drôme-Ardèche notamment) mais qui n'ont pas eu la chance d'avoir à faire à des gendarmes qui respectent la loi comme à Avignon Nord (car en définitive, eux ont respecté la loi après notre entretien, ce qui n'est pas le cas d'autres).

Nous sommes donc bien en présence de forces de l'ordre qui ne respectent pas le Droit où qui reçoivent des ordres manifestement illégaux et les gilets jaunes sont privés de leur possibilité de former tout recours (en l'absence de décisions non écrites et non notifiées) ou qui voient leur expulsion prendre effet alors même qu'ils ont formé un recours qui est suspensif.

En ma qualité d'avocat, il est évident que ces comportements expéditifs sont inacceptables et qu'on ne peut demander au peuple de respecter le droit (par exemple en déclarant leur manifestation) lorsque le pouvoir exécutif lui-même ne le respecte pas.

Je suis extrêmement inquiète car face à de tels événements et comportements, j'estime ne plus être dans un État de droit et en conséquence, les avocats ne peuvent assurer la défense de leurs clients dans ces conditions.

Il y a une multiplication des gardes à vue aboutissant à des comparutions immédiates, audiences auxquelles, très souvent, le Ministère public requiert la détention provisoire (dans le cas où l'affaire n'est pas immédiatement jugée) ou des peines d'emprisonnement fermes avec mandats de dépôt alors qu'il s'agit de primo-délinquants ayant une situation stable, pères ou mères de famille qui travaillent et qui ne représentent aucun danger pour la société pour des faits qui habituellement font l'objet d'une composition pénale ou CRPC.

S'agissant des violences policières, j'ai vu des vidéos où la riposte des forces de l'ordre n'était absolument pas proportionnée et pire encore, où elle n'était absolument ni justifiée ni nécessaire, renforçant ainsi le sentiment d'injustice et d'impunité à l'égard de certains et attisant malheureusement mais légitimement la colère des Français.

Alors oui, les Français s'interrogent à bon droit sur le sort d'Alexandre Benalla, sort qui est aux antipodes de celui réservé à certains manifestants interpellés et/ou inquiétés.

Enfin, lors de ma dernière audience correctionnelle et où dans ce type d'affaires il n'y a jamais de demande de détention de la part du Ministère public, j'avais simplement plaidé que "d'une magistrature debout, on était passé d'une magistrature à genoux".

Suite à cela, Monsieur le Procureur a interpellé mon Bâtonnier en exercice sur mes propos tenus à l'audience, alors même que la parole de l'avocat à l'audience est libre et qu'il ne lui est interdit ni de critiquer les réquisitions du Ministère public (c'est même sa qualité et rôle essentiels) ni les décisions rendues par les magistrats.

Cela en dit long et j'espère qu'à présent, il n'y aura pas une volonté de museler les avocats. Si c'est le cas, je quitterai bien entendu la profession! Le HuffPost 19.01

- Violences policières. Les armes du déni - Liberation.fr 18 janvier 2019

Malgré l'ampleur historique des blessures infligées par des armes dites «intermédiaires» contre des gilets jaunes, le gouvernement persiste à nier l'évidence. Du côté des forces de l'ordre, la multiplication des dérives commence à inquiéter. Liberation.fr 18 janvier 2019

- "Gilets jaunes": Castaner "sidéré" par les accusations de violences policières - AFP 18 janvier 2019

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, s'est dit vendredi "sidéré" par les accusations de violences policières commises lors de manifestations de "gilets jaunes". AFP 18 janvier 2019

- Castaner défend le lanceur de balles de défense, sans lequel il y aurait "beaucoup plus de blessés" - Franceinfo 18 janvier 2019

*** Violences contres les gilets jaunes : «Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet» - Libération 17 janvier 2019**

Blessés par les forces de l'ordre, les manifestants témoignent de leurs séquelles.

- Antoine, 26 ans (Paris) : «J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus une partie de mon visage»

«J'étais chez moi, tranquille. C'était le 8 décembre. J'habite près de la place de la République. Entre la marche pour le climat et les gilets jaunes, elle était blindée. J'ai voulu aller voir. Mais quand je suis sorti, la nuit était tombée, c'était plus du tout la même ambiance : ça chauffait un peu, des mecs étaient en train de casser un magasin de sport. Ça sentait la gazeuse partout. J'ai voulu rentrer. Il était un peu plus de 20 heures. En marchant boulevard Saint-Martin, j'ai entendu des bruits derrière moi. J'ai tourné la tête. D'un coup, j'ai reçu un impact. La balle de défense m'a tapé sec. C'était vraiment puissant. Je me suis retrouvé couché direct.

«Autour de moi, les gens répétaient : "Il a été touché, il a été touché." J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus la partie gauche de mon visage, mais je me suis vite relevé. Un mec m'a aidé, il criait «médec, médecin». J'ai été transféré à l'hôpital Cochin. Sur le moment, j'ai pas trop réalisé. J'étais trop sonné, même si je ne voyais plus rien. Vers 1 heure, j'ai été opéré. Les médecins m'ont dit que mon œil avait été gravement touché. Puis, j'ai été opéré de nouveau pour une fracture du plancher orbital. On m'a fait comprendre que retrouver la vue allait être chaud. Un miracle. Ça m'a mis une claque.

«Je commence à m'habituer à vivre d'un œil. Je ne suis pas du genre à déprimer. Je vais me battre en justice, j'ai porté plainte. Le matin, il arrive que je me cache l'œil droit pour voir si ça revient. Quand je marche dans la rue aussi, je me sens différent. Je ne me sens plus comme les autres. On n'est pas prêt pour des trucs comme ça.»

- Frédéric Roy, 35 ans (Gironde) : «Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet»

«Ça s'est passé le 1er décembre au pied de l'Arc de triomphe, à Paris. J'étais là pour la première fois, à vrai dire c'était même ma première manifestation. J'avais décidé de venir pour mes deux enfants, pour le monde qu'on leur laisse et aussi pour mes parents qui peinent à boucler leurs fins de mois. C'est d'ailleurs ce que j'avais écrit sur mon gilet jaune : "Pour mes enfants et pour mes parents." Je travaillais dans la logistique, parfois il m'arrivait de ne pas manger le midi. J'arrivais tout juste à payer mes factures.

«Ce 1er décembre, je voyais plein de gens se faire gazer autour de moi, des femmes qui tombaient au sol, même des personnes âgées. A un moment, une rondelle de gaz lacrymogène est arrivée dans ma direction, j'ai mis un coup de pied dedans. Et puis j'ai senti un choc violent sur mon visage, ça venait de la droite du camion de jet d'eau. Heureusement que je portais un masque de ski pour me protéger quand je vois dans quel état il est... Après l'impact, je suis tombé au sol et j'ai senti qu'on me tirait pour me mettre en sécurité. La balle de défense m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez. Aujourd'hui, je vois moins bien. Cela fait quatre mois que je suis au chômage, je me demande ce que je vais faire car c'est difficile de continuer dans la logistique sans pouvoir lire correctement les étiquettes.

«Ce n'est pas normal ce qui s'est passé, il y a beaucoup trop de blessés. Il y en a de plus graves que moi. Mais quand je me regarde dans un miroir, je ne vois plus la même personne, avec toutes ces cicatrices.»

- Franck, 44 ans (Meurthe-et-Moselle) : «La balle m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez»

«Je vis à 35 kilomètres de Bordeaux, où je suis lamaneur - j'amarre et largue les bateaux qui accostent au port. Chaque mois, je dépense 200 euros de carburant pour aller au travail. C'est comme ça que je suis devenu gilet jaune. Le 1er décembre, c'était la première grande mobilisation dans le coin. J'y suis allé avec un ami rencontré sur un rond-point. Tout juste arrivés place Pey-Berland, les forces de l'ordre ont commencé à gazer dans tous les sens. Il n'y avait pourtant aucune violence. Très vite, je suis tombé au sol. J'allais me relever quand j'ai vu cette grenade tomber à côté de moi. Mon premier réflexe a été de vouloir la repousser : j'avais peur qu'elle m'explose au visage. J'ai senti un énorme souffle. Quand j'ai vu ma main droite, j'ai compris... Toutes les chairs étaient brûlées, ça saignait à peine. On m'a fait un garrot, mis sous une couverture de survie. J'ai été amputé au niveau du poignet ; j'attends maintenant d'être appareillé. J'ai réussi à expliquer à mes enfants de 9 et 12 ans ce qui s'était passé.

«Aujourd'hui, ils me coupent ma viande, me disent : "Papa, je serai ta deuxième main." Les nuits aussi sont difficiles. J'ai des douleurs en permanence, c'est horrible pour trouver le sommeil. La morphine est le seul truc qui me calme. Tout a changé dans ma vie. Avant, j'étais vachement bricoleur... aujourd'hui, je suis devenu tributaire des autres pour le moindre geste . J'ai une perte de salaire conséquente : comment vivre avec 700 euros mensuels ? J'ai un crédit immobilier, deux enfants à nourrir. Je vais essayer de leur proposer des solutions, mais j'ai peur de perdre mon boulot. J'ai de la colère, je me sens désemparé - même si des gilets jaunes me soutiennent.» Libération 17 janvier 2019

- Gilets jaunes : le décompte des blessés graves - Libération 15 janvier 2019

- Après l'acte IX : 94 blessés graves parmi les gilets jaunes et les journalistes, dont 69 par des tirs de lanceur de balle de défense. Au moins quatorze victimes ont perdu un œil. Libération 15 janvier 2019

- «Les violences policières masquent la violence du gouvernement» - Libération 15 janvier 2019

- Un collectif d'universitaires réclame la révision de la doctrine française du «maintien de l'ordre», l'arrêt de l'utilisation des lanceurs de balle-défense (LBD) et l'amnistie pour les Gilets jaunes condamnés. Libération 15 janvier 2019

- Gilets jaunes : les CRS ont bien reçu l'ordre de déployer des agents armés de fusils d'assaut HK G36 - RT 16 janvier 2019

Le Canard enchaîné confirme que l'ordre de porter des fusils d'assaut et de «prééquiper un binôme observateur tireur» en cas de besoin a bel et bien été donné aux commandants des CRS avant l'acte 9 des Gilets jaunes, le 12 janvier dernier.

L'édition du 16 janvier du Canard enchaîné lève le mystère sur la présence de ces armes létales entre les mains des policiers antiémeute. Il s'agit en réalité d'un ordre du ministère de l'Intérieur émis le 10 janvier à destination des commandants de CRS, leur demandant de déployer systématiquement «2 HK G36» lors d'«opérations de maintien de l'ordre».

Interrogé sur l'utilité d'un tel étalage de force par l'hebdomadaire, Philippe Klayman, le directeur central des CRS, a donné une explication pour le moins surprenante. Il s'agirait en effet d'éviter les vols de ces armes dans les véhicules de police par des émeutiers, comme cela s'est produit lors de l'acte 3 de la mobilisation.

Autre ordre transmis par le ministère de l'Intérieur à chaque commandant de CRS : celui de «prééquiper un binôme observateur tireur» (BOT), comprenant un tireur équipé d'un fusil à lunette et un observateur, en capacité de se déployer rapidement sur des «points hauts» en cas de besoin. Sur cet aspect, l'hebdomadaire évoque une raison antiterroriste pour expliquer la présence de ces «BOT» dans des manifestations. RT 16 janvier 2019

- Gilets jaunes: "Je n'ai jamais vu autant de blessés graves" - L'Express.fr 19 janvier 2019

Antoine et Frédéric ont chacun eu une main arrachée à Bordeaux. Jérôme, Fiorina, Patrick et Alexandre ont tous les quatre perdu un oeil. Quant à Florent et Geoffrey, ils sont désormais défigurés. Leur point commun, au-delà des sutures et des bandages : tous ont été blessés ces dernières semaines lors des manifestations des gilets jaunes. L'IGPN - la police des polices - a reçu 200 signalements sur sa plate-forme et a été saisie par la justice à 78 reprises.

Sur les réseaux sociaux, les vidéos de CRS en action se multiplient, tout comme les photos et témoignages de blessés. Aux premières loges de ce triste spectacle, les soignants, qui chaque week-end de manifestation pansent les plaies de dizaines de victimes. Les passages aux urgences s'intensifient régulièrement les samedis, jours de rassemblement de ce mouvement social inédit. Témoins d'une situation sans précédent, ils craignent, non pas d'être débordés, mais bien de devoir faire face à de plus en plus de cas graves.

Une centaine de blessés graves

Mi-décembre, Amnesty international alertait déjà contre un "usage excessif de la force lors des manifestations des gilets jaunes". Selon l'Intérieur, 1800 manifestants et 1000 membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours des neuf premiers actes de la révolte populaire. Le ministère ne distingue pas les cas graves des autres car "il est impossible de qualifier la nature des blessures", assure-t-on à Beauvau.

Du côté des militants, une comptabilité non officielle est mise à jour. Sur sa page Twitter, le documentariste engagé David Dufresne relaie le signalement de plus de 300 blessés graves. Dans cet hospice 2.0, il répertorie mains arrachées, mâchoires brisées et yeux crevés. Sur les réseaux sociaux, des pontes de la médecine comme le Professeur Lantieri -spécialiste de la greffe de visage- dénoncent aussi cette vague de mutilation hors norme, toujours difficile à quantifier.

Selon le collectif "Désarmons-Les", les forces de l'ordre auraient grièvement blessé 98 personnes ces deux derniers mois. Un ordre de grandeur proche de ce que constatent, sur le terrain ou dans les hôpitaux, les services d'urgence amenés à soigner ces manifestants. Le résultat "n'est pas beau à voir"

"Certaines journées ont provoqué un nombre de passages aux urgences supérieur à la moyenne, en particulier à Paris, notamment lors de l'acte IV [le 8 décembre 2018]", souligne Christophe Prudhomme, urgentiste au SAMU 93. Pour faire face à l'afflux de blessés, l'hôpital Cochin, dans le 14e arrondissement, a ainsi mis en place des mesures d'exception, afin de permettre aux urgences de continuer à tourner malgré les épidémies et le manque de personnel. "Il y a des lieux prévus pour manifester, avec des parcours protégés. Les rassemblements spontanés, eux, sont beaucoup plus violents", observe François Lecomte. Mutilations, blessures à la tête, lésions fonctionnelles importantes - notamment intracrâniennes, comme à Bordeaux où un gilet jaune a été placé en coma artificiel la semaine dernière - et séquelles permanentes... Face à la gravité des cas, il est temps d'alerter sur les moyens de défense utilisés par la police, inappropriés selon lui. "En termes de santé publique, nous constatons un usage disproportionné de la force. La police doit s'adapter si on ne veut pas encore voir le nombre de blessés graves augmenter."

Le Flash-Ball au coeur des préoccupations

Selon Libération, les tirs de Flash-Ball (ou "lanceur de balles de défense" dans leur dernière version) sont impliqués dans 60 des cas graves répertoriés au 11 janvier. Les grenades de désencerclement (9 cas) et les grenades lacrymogènes (2 cas), complétant le tableau. Face à "l'évidence" de la dangerosité des tirs de Flash-Ball, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, réclame que le gouvernement prenne des dispositions et suspende son utilisation. Avant lui, dès 2016, des médecins du CHU Pellegrin de Bordeaux alertaient déjà sur la dangerosité de cette arme dite "non-létale". Mais pour le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, il y aurait "beaucoup plus de blessés" si elle n'était pas utilisée.

D'autant que la tête est par ailleurs touchée - les enquêtes détermineront si elle était réellement visée - dans la majeure partie des cas (67 personnes) contre 8 personnes blessées à la main et une au pied. "La tête est tout de même quelque chose de très fragile. Au niveau de la face, des projectiles à haute vitesse ne peuvent que provoquer des dégâts", confirme l'urgentiste Christophe Prudhomme. Les policiers ciblent-ils volontairement le visage des manifestants - ce qui est interdit - ou ne maîtrisent-ils que partiellement ces armes ? "Que ce soit volontaire ou un signe d'incompétence, ça pose problème", tranche le médecin, qui voit défiler "des citoyens lambda, pas des délinquants" dans sa salle d'attente.

Pour lui, l'ampleur des dégâts physiques est inédite. "Je travaille depuis les années 1980 dans ce secteur et c'est la première fois que je vois autant de blessés graves lors d'un mouvement social." Sur ce point, ni la loi Travail, pourtant perçue comme particulièrement violente à l'époque, ni les manifestations étudiantes de ces quarante dernières années n'égaleraient celles des gilets jaunes.

Doit-on s'attendre à une aggravation de la situation ? Pour Patrick Pelloux, le plus inquiet, ce ne sont pas les prochaines manifestations des gilets jaunes, mais la potentielle tenue d'une marche en soutien à Emmanuel Macron - annoncée fin décembre pour le 27 janvier. "Cela risque de rameuter ses opposants, les gilets jaunes notamment. Et si les gens commencent à se taper dessus, entre eux, là on risque d'être réellement débordés. L'Express.fr 19 janvier 2019

De vrais jaunes.

- Attaqués sur Facebook, ces gilets jaunes décident de jeter l'éponge - Le HuffPost 18 janvier 2019
- Fabrice Schlegel, ancien candidat DVD aux élections départementales de 2015...
- Jacline Mouraud a finalement décidé d'engager des poursuites en justice, avant d'annoncer la création de son propre parti politique.

Et ceux qui se planquent...

- Céline Roy, porte-parole du mouvement (A Vesoul) pendant des semaines, a aussi jeté l'éponge. "J'ai donné une interview et raconté qu'on m'avait proposé une place en politique. Sur les réseaux sociaux, on m'a dit que j'étais une corrompue", dit-elle, désabusée et annonçant son intention de rejoindre La France Insoumise. Le HuffPost 18 janvier 2019

En donnant l'autorisation de la vente d'Alstom énergie, Macron a-t-il passé un pacte de corruption avec General Electric?

- Alstom-GE : le député Marleix (LR) saisit le parquet de Paris et met en cause Macron - RT 18 janvier 2019

Le député Olivier Marleix (LR) a saisi la justice afin d'enquêter sur les circonstances de la vente du pôle énergie d'Alstom à l'américain General Electric en 2014. Il s'interroge sur le rôle joué par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie.

Dans une lettre au procureur de la République de Paris, l'ex-président de la commission d'enquête à l'Assemblée sur la politique industrielle de la France s'étonne que les autorités judiciaires françaises n'aient «jamais ouvert d'enquête» sur Alstom alors que l'entreprise a notamment versé une amende à la justice américaine en 2014 pour des faits de corruption.

Dans cette lettre datée du 14 janvier, révélée par Le Monde et que l'AFP a pu consulter, l'élu d'Eure-et-Loir s'appuie sur les travaux de la commission d'enquête qui «ont mis en évidence» la façon dont la procédure de contrôle des investissements étrangers en France «a été détournée».

Olivier Marleix note qu'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie a «formellement donné l'autorisation» de la vente d'Alstom énergie et a «également autorisé» d'autres cessions d'actifs «d'entreprises stratégiques françaises», citant celles d'Alcatel-Lucent au groupe finlandais Nokia ou de Technip à l'entreprise américaine FMC Technologies.

Il note que le candidat Macron a bénéficié d'un «montant de dons records pour sa campagne» et estime que «le fait que l'on puisse retrouver dans la liste des donateurs ou des organisateurs de diners de levée de fonds des personnes qui auraient été intéressées aux ventes précitées ne peut qu'interroger».

Le député LR émet l'hypothèse que le «système» mis en place dans le cadre de ces cessions aurait pu bénéficier à l'actuel président de la République pendant sa campagne. «S'il était vérifié, un tel système pourrait être interprété comme un pacte de corruption», affirme le document. «Puisqu'une enquête préliminaire a été ouverte en novembre dernier sur les dons reçus par le parti En Marche pendant la campagne (présidentielle) il m'a paru nécessaire de vous signaler ces éléments», ajoute le député.

Quelque jours avant que Le Monde révèle le signalement d'Olivier Marleix auprès du parquet de Paris, un ex-dirigeant d'Alstom avait livré un témoignage sur les dessous du rachat d'Alstom par General Electric dans un ouvrage, Le piège américain, publié chez l'éditeur JC Lattès. RT 18 janvier 2019

Après Trump et Macron. Davos ou la fosse septique du mondialisme se vide.

- Avec le Brexit, Theresa May annule son voyage à Davos - Le HuffPost 18.01

Quand ils osent tout et vont trop loin. Qui complète ? Devinez.

- Le procureur Mueller qualifie d'"inexactes" des allégations explosives contre Trump - AFP 18.01

Dans une déclaration extrêmement rare, le procureur spécial Robert Mueller en charge de l'enquête russe a qualifié vendredi d'"inexactes" des informations de presse selon lesquelles Donald Trump aurait ordonné à son ancien avocat personnel de mentir au Congrès. AFP 18.01

Fake news, les masques tombent.

LVOG - Délibérément, parce que terriblement compromettante pour Trump leur ennemi, ils n'ont pas pris la précaution de prendre le temps de vérifier une info ou ils se sont démasqués eux-mêmes. Vous avez dit les médias tous pourris. Vous aviez raison. La preuve.

- Trump aurait demandé à Michael Cohen de mentir au Congrès - Reuters
- Trump aurait demandé à son avocat de mentir - Liberation.fr
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - Liberation.fr
- Trump-Cohen-Russie: mensonges sur commande au Congrès? - Liberation.fr
- Donald Trump a-t-il demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès ? Quatre questions sur les révélations de BuzzFeed - Franceinfo
- Affaire russe : Donald Trump dans le viseur des démocrates après de nouvelles révélations - LeFigaro.fr
- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - LePoint.fr
- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir ... - Boursorama -
- Donald Trump aurait poussé son ex-avocat à mentir devant le ... - JDD
- Trump aurait demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, et si c ... - 20minutes.fr
- Enquête russe : Trump aurait ordonné à son avocat de mentir au ... - lesechos.fr
- Le scénario d'une destitution de Donald Trump relancé après un aveu ... - huffingtonpost.fr
- Donald Trump a demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, selon BuzzFeed - RFI
- Donald Trump et la Russie : de nouvelles accusations relancent l'hypothèse d'une destitution - LCI
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - L'Obs
- Donald Trump aurait demandé à son avocat de mentir, ce qui pourrait lui coûter très cher - RTL.fr

Etc. Etc. Etc.

Effectivement, les médias ne peuvent qu'inspirer la méfiance, c'est un euphémisme. Quant à la question de leur indépendance, ils viennent d'en fournir la réponse, sans appel ! Qui complot ? Pourquoi posent-ils la question ? Vous venez d'avoir la réponse également.

Grève massive dans le secteur public en Tunisie - AFP 17 janvier 2019

Transports, écoles et administrations sont paralysés jeudi en Tunisie par une grève générale massive dans les services publics à l'appel de la puissante centrale syndicale UGTT, dans un contexte politique tendu en ce début d'année électorale.

"Dégage, gouvernement du FMI", ou encore "Chahed, ô lâche, le peuple tunisien n'accepte pas l'humiliation", ont scandé des manifestants, reprochant au Premier ministre Youssef Chahed de céder aux directives du Fonds monétaire international (FMI).

Certains ont arboré des portraits de la directrice du Fonds, Christine Lagarde, barrés d'une croix rouge, tandis que le journal de l'UGTT arborait en Une un photomontage montrant M. Chahed en marionnette de Mme Lagarde.

Le pays, lourdement endetté auprès de bailleurs étrangers, a obtenu en 2016 du FMI un nouveau prêt de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans, en promettant de mener de vastes réformes, et de diminuer le poids de la fonction publique dans le PIB --les gouvernements successifs ont massivement recruté après la révolution pour tenter d'apaiser la colère sociale.

A travers le pays, écoles et universités étaient fermées, les transports en commun paralysés et l'aéroport de Tunis quasiment à l'arrêt, en dépit d'un décret gouvernemental publié in extremis mercredi exigeant un service minimum.

De nombreux vols ont également été annulés ou repoussés dans d'autres aéroports du pays, à Monastir (est) et Djerba (sud-est) notamment.

- Un quart de la population active -

L'UGTT a appelé à une grève de 24 heures des 677.000 fonctionnaires et 350.000 employés des entreprises publiques, soit un million de personnes, représentant près d'un quart de la population active tunisienne.

A Sfax, deuxième ville du pays, des manifestants ont également défilé par milliers, a constaté un correspondant de l'AFP.

Dans un discours devant la foule rassemblée au siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis, le secrétaire général Nouredine Taboubi s'est montré très offensif envers le gouvernement.

"L'UGTT s'opposera à l'échec des choix libéraux de ces dirigeants", a-t-il lancé, assurant "nous (leur) couperons les ongles" afin de les rendre impuissants.

Le syndicat réclame des augmentations de salaires plus importantes que les 130 à 180 dinars (40 à 55 euros) étalés sur deux ans proposés par le gouvernement, pour contrer la baisse du pouvoir d'achat due à l'inflation, qui a atteint 7,5% en 2018.

Le salaire brut moyen d'un fonctionnaire est de 1.580 dinars (500 euros) selon le dernier rapport officiel pour 2016.

- "Course-poursuite" -

Le Premier ministre a assuré, dans un discours télévisé mercredi soir, que les finances publiques ne permettraient pas d'accepter les demandes de l'UGTT, ajoutant que le dialogue se poursuivrait après la grève.

"Ce sont les augmentations salariales concédées après la révolution en l'absence de croissance réelle qui ont entraîné l'inflation, l'endettement et la baisse du pouvoir d'achat", a-t-il argué.

Pour l'économiste Ezzedine Saïdane, la situation résulte d'une "absence de vision globale" à long terme et de réformes économiques.

"Les négociations auraient dû débuter avant le vote du budget 2019", dont "aucun article ne prévoit une augmentation" des salaires, a-t-il déploré.

Au lieu d'une "course-poursuite au salaire, qui risque d'augmenter la dette et l'inflation, il faudrait un programme de réformes structurelles de l'économie, pour limiter l'inflation, relancer une croissance créatrice d'emploi", a-t-il déclaré à l'AFP.

La grève de jeudi est la première à rassembler la fonction publique et les entreprises publiques.

Une grève des fonctionnaires avait été très suivie en novembre dernier, d'une ampleur inédite depuis deux grèves générales en 2013 en réaction aux assassinats de deux opposants.

Ces mobilisations interviennent alors que le débat politique s'est crispé ces derniers mois à l'approche des élections législatives et présidentielle prévues fin 2019, à l'issue incertaine et dans lesquelles l'UGTT souhaite peser.

Malgré les avancées de la transition démocratique après la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali en 2011, et une reprise fragile de la croissance après des années de marasme, la Tunisie peine à répondre aux attentes sociales.

Le chômage se maintient au-dessus de 15%, selon les chiffres officiels, et la dévaluation du dinar s'est traduite par une inflation désastreuse dans un pays où le salaire minimum est en deçà de 400 dinars (120 euros). AFP 17 janvier 2019